FEMMES - RÉSISTANCE - LIBERTÉ

LES PERSANES

Numéro 117 | Juin 2026 | www.assoliberty.site

Editorial : rien ne peut tuer l'espérance

On oublie parfois que la défense des droits humains n'est pas affaire de chiffres ou de communiqués, mais d'histoires simples: une mère qui attend un coup de fil, un enfant qui grandit sans ses parents, un ami qui écrit une lettre qu'on ne sait pas si elle arrivera. C'est cette humanité-là que nous voulons honorer. Chaque personne qui s'informe, qui partage, qui tend la main à distance, participe à quelque chose de précieux : rappeler à celles et ceux qui souffrent qu'ils ne sont pas seuls. Il n'y a pas de petit geste quand il s'agit de dignité humaine. Continuons, avec douceur et constance, à être présents. C'est ainsi, patiemment, que naissent les jours meilleurs.

Association Liberty

Familles des opposants politiques exécutés par le régime au pouvoir en Iran, anciens prisonniers politiques et survivants du massacre de 1988 en Iran, sympathisants de la résistance du peuple iranien exilé, ou simplement amis et bénévoles mobilisés aux côtés du peuple iranien dans sa lutte pour la démocratie, nous avons fondé en septembre 2015 l'association Liberty.

20 juin 2026 : une flamme qui ne s'éteint pas

Ils étaient des milliers, place Vauban, ce 20 juin. Malgré l'annulation tombée moins de 36 heures avant, malgré les mois de préparation bousculés en un instant. Ils sont venus dire, en toute légitimité, leur soutien au peuple iranien.

Merci à chacune et chacun d'entre vous : les familles venues avec les portraits de leurs proches, les anciens prisonniers politiques, les bénévoles, les militants de toujours comme ceux venus pour la première fois. Votre présence a transformé une décision de dernière minute en démonstration de solidarité. Vous avez porté haut les voix qu'on voudrait faire taire. Car c'est bien de cela qu'il s'agit : d'un peuple qui résiste depuis 45 ans, et d'une solidarité qui ne demande qu'à s'exprimer librement, sans que des arrangements diplomatiques ne viennent s'y interposer. Nous n'oublions pas dans quelles conditions ce rassemblement a été empêché.

Mais la lutte contre les exécutions en Iran continue, avec la même détermination. Chaque campagne d'urgence, chaque lettre à un élu, chaque don, chaque personne sensibilisée est une pierre de plus dans ce combat pour la dignité. L'histoire nous enseigne que les dictatures passent, et que les peuples debout restent. Nous croyons en un avenir de liberté pour l'Iran, et nous continuerons à porter cette lumière, jusqu'à ce qu'elle triomphe.



Arghavan Fallahi, 25 ans. Condamnée à mort.



Le 1er juillet 2026, la 15e chambre du tribunal révolutionnaire de Téhéran a condamné à mort Arghavan Fallahi, 25 ans, pour son soutien à l'opposition iranienne. Arrêtée en janvier 2025, elle a enduré isolement prolongé, interrogatoires brutaux et torture, avant d'être transférée entre les prisons d'Evin et de Qarchak, l'une des plus inhumaines du pays. Une première arrestation en 2022, aux côtés de son père et de son frère, avait déjà valu à cette jeune femme seize mois de détention.

Aujourd'hui, chaque jour compte. Des voix s'élèvent partout pour exiger l'arrêt des tortures, un appel téléphonique avec son père, et sa libération immédiate. Nous ne détournerons pas le regard. Relayons son nom, alertons, agissons : une mobilisation internationale peut encore sauver Arghavan.



Amnesty International: *six mois après les massacres de janvier 2026 en Iran, l'absence de justice laisse craindre de nouveaux crimes de masse.*

Les 8 et 9 janvier 2026, les forces de sécurité iraniennes ont tué des milliers de manifestants et de passants en seulement deux jours, dans une répression d'une brutalité inédite. Six mois plus tard, aucun responsable n'a été inquiété. Ce silence international n'est pas neutre : il ouvre la voie à de nouveaux massacres. Pire encore, l'accord en cours de négociation entre les États-Unis et l'Iran, signé le 18 juin dernier, ne fait aucune place aux droits humains, à la justice ou aux réparations pour les victimes. Comme si la paix diplomatique pouvait s'écrire en effaçant le sang versé.

Nous refusons cette équation. La mémoire des milliers de tués, les familles endeuillées, les blessés, les disparus : rien de tout cela ne peut être sacrifié sur l'autel des négociations géopolitiques. C'est pourquoi nous soutenons, avec Amnesty International et tant d'autres voix, la création d'un mécanisme international indépendant de justice pour l'Iran, et appelons le Conseil de sécurité des Nations unies à saisir la Cour pénale internationale. **La vérité finit toujours par éclater.** Continuons à documenter, à alerter, à exiger des comptes. Chaque voix qui se lève rapproche le jour où justice sera rendue au peuple iranien.



Une jeunesse iranienne debout face à l'injustice

Fin juin 2026, une vague de contestation sans précédent a traversé l'Iran : à Téhéran, Machhad et plus de vingt autres villes, des milliers de lycéens et d'étudiants sont descendus dans la rue pour dénoncer des réformes éducatives arbitraires imposées par le régime.

Examens finaux forcés en présentiel, calendriers compressés, moyenne générale liée au concours national : autant de décisions prises sans concertation, qui menacent l'avenir de toute une génération. Face à cela, les jeunes Iraniens, et en premier lieu les jeunes filles, en première ligne de ces mobilisations, ont choisi de résister, scandant avec courage : « Les lycéens mourront mais n'accepteront pas l'humiliation. »

À Téhéran, un sit-in étudiant a même contraint les autorités universitaires à reculer partiellement, reportant les examens contestés. Une victoire fragile, mais une victoire : la preuve que la mobilisation paie, et que la peur change de camp.

Ces mouvements s'inscrivent dans une dynamique plus large : celle d'une jeunesse qui refuse les promesses creuses, qui relie l'injustice éducative à la crise économique et à l'oppression généralisée, et qui continue de se lever malgré les risques. Cette jeunesse porte en elle l'avenir de l'Iran libre. **Continuons à faire entendre sa voix, à relayer ses luttes, à lui rappeler qu'elle n'est pas seule.**

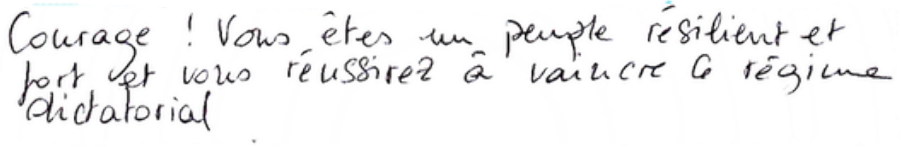


En Iran, une mère de victime des répressions condamnée pour avoir reclamé la vérité

Tayyebeh Nazari, enseignante retraitée, a été condamnée à cinq ans de prison pour avoir réclamé justice après la mort suspecte de sa fille Maryam, avocate arrêtée pendant le soulèvement de 2022. Son crime: s'être exprimée pacifiquement, en ligne et lors d'une commémoration.

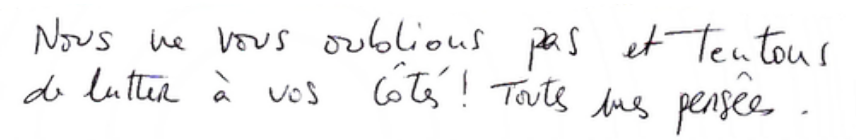
Punir une mère en deuil, c'est révéler la peur d'un régime face à la vérité. Nous n'oublions pas Maryam. Nous n'abandonnons pas Tayyebeh. Leur combat pour la justice reste le nôtre.

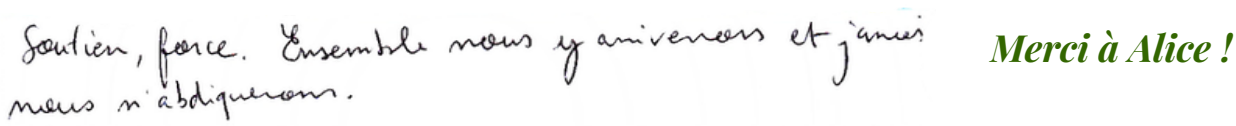
VOS MAGNIFIQUES MESSAGES DE SOUTIEN



Merci à Eline !

Merci à Camille !

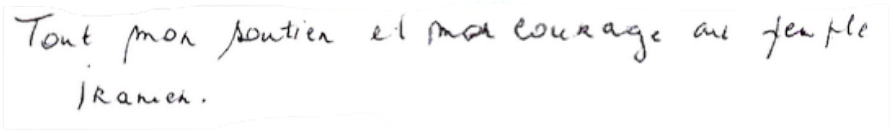




Merci à Alice !

Merci à Yves !





Merci à Ingrid !

Merci à Annie !



POUR NOUS ÉCRIRE, ET NOUS SOUTENIR ❤️

ASSOCIATION LIBERTY